Législatives 2024 : L’appel du recteur de la Grande Mosquée de Paris à faire barrage au RN (MàJ)

29/06/2024 à 8h48



29/06/2024

Législatives 2024 : L’appel du recteur de la Grande Mosquée de Paris



À l'orée de cette élection décisive, notre nation se trouve à un carrefour déterminant. Les choix que nous ferons dessineront les contours de notre avenir commun. La montée du Rassemblement National, avec ses promesses de sécurité accrue, de protection de l'identité nationale et de restriction de l'immigration, impose une réflexion profonde sur les implications de ces politiques pour notre société et notre économie.

Le constat est amer : ni l'essor économique, ni l'éducation, ni la santé, ni l'environnement ne semblent peser dans les motivations. Le débat est dominé par des discours d'antisémitisme et d'islamophobie, prenant en otage notre futur national.

Cette vision binaire nous pousse à fermer nos portes, à ériger des barrières, à isoler et appauvrir notre tissu social. Un tel projet risque de transformer notre patrie en un État autoritaire, sacrifiant justice sociale, inclusion et croissance économique sur l'autel de la peur et de l'exclusion.

Ne laissons pas les démons de la haine irrationnelle nous diviser. En tant que recteur de la Grande Mosquée de Paris, lieu de sauvetage de nombreux juifs durant la Seconde Guerre mondiale, je m'adresse à mes compatriotes juifs, à mes amis, mes voisins et au-delà : l'ennemi n'est pas le musulman. L'islam n'est pas votre ennemi. L'histoire témoigne que, pendant des siècles, les gens du Livre ont trouvé refuge et considération dans les empires musulmans.

Réveillez-vous. Si l'antisémitisme est une réalité, il n'est pas l'apanage des musulmans, tout comme l'islamophobie n'est pas l'apanage des juifs. Ce n'est pas parce que des discours haineux persistent que cela devient une vérité.

Disons-le franchement : le conflit israélo-palestinien fausse le débat, mais je vous le dis, l'avenir de la France ne doit pas se jouer au Proche-Orient. Cette France, qui nous a réunis sous son emblème, mérite que nous placions son intérêt au-dessus de nos divergences. Souvenons-nous que ce qui distingue notre société, c'est son universalisme et les valeurs de la République qui nous protègent tous, tels que nous sommes. Ne livrons pas ces valeurs à des desseins obscurs.

Nous sommes soudés par une communauté de destin, comme

l'atteste encore le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme publié hier : « L'*année 2023 a vu une légère baisse de la tolérance envers les minorités juives et musulmanes, avec une tolérance de dix points inférieurs pour les musulmans* ». Ce même rapport indique que « *l'antisémitisme, plus ancré à droite qu'à gauche* », n'est pas davantage présent chez les musulmans que dans le reste de notre société.

Ce même rapport révèle que 54 % des électeurs du RN se disent "racistes", sans honte. Les injures racistes se multiplient, et la parole haineuse s'est libérée depuis la victoire du RN aux élections européennes du 9 juin.

L'ancien Premier ministre Lionel Jospin a ainsi déclaré, avec gravité : « *Nos compatriotes juifs ne seront jamais protégés par le RN, parti xénophobe et raciste, même si, conjoncturellement, il tourne son hostilité vers les musulmans et les Arabes* ». Je vous exhorte à écouter également la voix de la grande journaliste Anne Sinclair, citant le pasteur allemand Martin Niemöller, qui, en 1945, a prononcé ces mots empreints de sombre prescience : « *Quand ils sont venus chercher les socialistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas socialiste. Quand ils sont venus chercher les Juifs, je n'ai rien dit, je n'étais pas juif. Puis, ils sont venus me chercher. Et il ne restait personne pour protester* ». Sinclair ajoute qu'elle ne voudrait pas qu'on dise un jour : « *Quand ils sont venus chercher les musulmans, je n'ai rien dit* ».

Indignez-vous, au nom de ce que le peuple juif a enduré sous une Europe gouvernée par l'extrême droite ultranationaliste le siècle dernier. Indignons-nous tous au nom de Jean Moulin, de Lucie et Raymond Aubrac, et de tant d'autres, à l'écoute du

témoignage bouleversant de Mohamed Bouhafsi, victime de messages racistes répétés, qui réclame : « *J'aimerais qu'on arrête de m'essentialiser* ».

Sa parole, comme celle de Karim Rissouli, d'Azzeddine Ahmed-Chaouch et de tant d'autres, nous dit quelque chose de crucial également : un refus d'essentialisation. Nul n'a le droit de se prétendre porte-parole des musulmans en déformant la réalité de notre diversité politique, culturelle et cultuelle. Nous, Français musulmans, sommes multiples. Rien ni personne, ni un prédicateur, ni un homme politique, ni même une institution religieuse ne nous représente en tant que « communauté musulmane ». Car dans notre diversité, nous ne reconnaissons qu'une seule communauté : la communauté nationale avec tout ce que cette identité comporte de complexité et de richesse.

C'est pourquoi je m'adresse à tous mes concitoyens : pour l'amour de la France et de ses idéaux, ALLEZ VOTER.

Dites NON à la haine.

Le vendredi 28 juin 2024

Chems-eddine HAFIZ

Recteur de la Grande Mosquée de Paris

> *#Législatives2024*
>
> *L'appel du recteur de la Grande Mosquée de Paris @ChemsHafiz :*
>
> □□ *https://t.co/JPZ20YuRzE pic.twitter.com/plNlBcREBN*

— *Grande Mosquée de Paris (@mosqueedeparis) June 28, 2024*

12/06/2024

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris a pris position après la dissolution de l’Assemblée nationale, s’inquiétant ouvertement de la montée des partis d’extrême droite en France.

GRANDE MOSQUÉE DE PARIS

ccueil Une histoire Actualités Événements Missions L'Islam Visites Dons Horaires des prières

Le billet du Recteur (n°23) - L'heure de l'engagement : dissolution de l'Assemblée et éveil des consciences républicaines



Le recteur de la Grande mosquée de Paris Chems-eddine Hafiz a appelé mardi les musulmans à voter lors des législatives anticipées du 30 juin pour contrer « la montée inquiétante de l'extrême droite ». Avant ces élections anticipées, « la France semble naviguer entre les écueils d'une démocratie fragile et les remous d'une montée inquiétante de l'extrême droite », s'inquiète le recteur dans son billet hebdomadaire.

Le « coup de théâtre » de la dissolution annoncée par Emmanuel Macron dimanche « plonge le pays dans une période d'incertitude et de questionnements profonds », selon lui. En

effet « une cohabitation avec le parti de Marine Le Pen constitue déjà un péril significatif pour la nation », mais la dissolution « pourrait même paver la voie de l'Élysée aux héritiers du maréchal Pétain, nous ramenant aux heures les plus obscures de notre histoire, avec une cible bien connue », ajoute le recteur.

Le Parisien

Article 6

Rejet de toutes le formes d'ingérence et de l'instrumentalisation de l'Islam à des fins politiques

La présente « charte des « principes », a pour objectif, clairement énoncé, de lutter contre toute forme d'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques et/ou idéologique.

Les signataires s'engagent donc à refuser de s'inscrire dans une quelconque démarche faisant la promotion de ce qui est connu sous l'appellation « islam politique[3] ».

Nous luttons avec détermination contre tout mouvement ou idéologie dont le projet détourne notre religion de son véritable objet et tente de créer des rapports de force et des fractures dans notre société.

Ainsi, nous nous engageons à ne pas utiliser ni à laisser utiliser l'islam ou le concept d'*oumma* (communauté des croyants) dans une optique politique locale ou nationale ou pour les besoins d'un agenda politique dicté par une puissance étrangère qui nie la pluralité consubstantielle à l'islam.

Nous refusons que les lieux de culte servent à diffuser des discours politiques ou importent des conflits qui ont lieu dans d'autres parties du monde. Nos mosquées et lieux de culte sont réservés à la prière et à la transmission de valeurs.

Ils ne sont pas érigés pour la diffusion de discours nationalistes défendant des régimes étrangers et soutenant des politiques étrangères hostiles à la France, notre pays, et à nos compatriotes Français.

[3] Par « islam politique », la présente charte désigne les courants politiques et/ou idéologiques appelés communément salafisme (wahhabisme), le *Tabligh* ainsi que ceux liés à la pensée des Frères musulmans et des courants nationalistes qui s'y rattachent.

Le dévoiement de la religion consistant à instrumentaliser l'islam à des fins politiques doit être rejeté avec force et sans réserve.

Nous affirmons que l'ordre politique demeure séparé de l'ordre du religieux. Aucune de nos organisations, aucun de nos préceptes ne peut avoir pour objectifs de faire valoir en France un traitement différencié pour les musulmans.

Nous prenons l'engagement d'assurer de plus en plus le financement de nos lieux de culte par des financements nationaux. Tout financement provenant de l'étranger émanant d'un État étranger, d'une organisation non gouvernementale, d'une personne morale ou physique doit s'inscrire dans le strict respect des lois en vigueur et ne donne le droit à aucun donateur de s'ingérer, de manière directe ou indirecte, dans l'exercice du culte musulman en France.

Les signataires doivent rejeter clairement toute ingérence de l'étranger dans la gestion de leurs mosquées et la mission de leurs imams.

Charte des principes de l’Islam

En Lien :

Alors que l’art. 6 de la Charte des principes de l’Islam signée par la Grande mosquée de Paris, l’engageait à ne pas diffuser des discours politiques, leur compte X diffuse une vidéo pour les européennes et « faire barrage à l’extrême droite »

Alors que l’art. 6 de la Charte des principes de l’Islam signée par le recteur de la Grande mosquée de Paris, l’engageait à ne pas importer des conflits, la Salat al-Jumu’a d’hier évoque le « génocide des Palestiniens »

« Les Croyants se prosterneront alors que les mécréants ne le pourront guère, leur dos restera raide et leur nuque partira dans le sens inverse » : après son tweet, le recteur de la Mosquée de Paris dans la tourmente (MàJ)

Le recteur de la Grande Mosquée de Paris Chems-Eddine Hafiz, invité par l’IESH, en la présence de Amar Lasfar, président de l’UOIF, mouvement issu des Frères musulmans